

Pour une sociologie de la conversion politique

« Je suis observateur et non moraliste. Je suis le botaniste qui décrit la plante. C'est au médecin qu'il appartient d'en régler l'usage. »

JEAN-JACQUES ROUSSEAU, *Les Rêveries du promeneur solitaire*.

Il a longtemps subsisté une théorie étrange selon laquelle la France de l'entre-deux-guerres aurait été « allergique au fascisme ». D'après la thèse formulée par René Rémond au début des années 1950, le système politique français de l'entre-deux-guerres n'a pas été confronté à un parti fasciste de masse, mais à quelques ligues aux idéologies foncièrement réactionnaires dont on aurait au plus « recrépi la façade d'un badigeon à la romaine¹ ». [...] Il faut attendre 1972 et la publication du livre de Robert O. Paxton sur *La France de Vichy*² pour voir ses premières remises en question. L'historien Zeev Sternhell enfonce le clou quelques années plus tard en considérant la France comme l'un des berceaux idéologiques du fascisme³, provoquant en retour des critiques nourries, et parfois même très virulentes, de la part d'un certain nombre d'historiens français⁴. [...]

Ces débats ont principalement porté sur la définition de la « nature profonde », d'une « essence politique » de la société française, de ses dirigeants, de ses intellectuels et, bien évidemment, de ses partis politiques. Ils ont été particulièrement âpres s'agissant des Croix-de-Feu et du Parti social français (PSF) du colonel de La Rocque, considérés à juste titre par René Rémond comme le pivot du débat. Il est vrai que le classement comme fasciste d'un parti de plusieurs centaines de milliers d'adhérents (peut-être même plus d'un million en 1938-1939⁵) aurait définitivement fait voler en éclats la thèse de « l'allergie française au fascisme », ce qui explique la persistance de cette querelle encore aujourd'hui.

En comparaison, les débats sur le PPF ont été de moindre intensité. On serait bien en peine de contester l'idée que ce parti – dont le chef, l'ancien leader communiste Jacques Doriot, engageant son parti dans l'ultra-collaboration avec l'occupant, est allé jusqu'à revêtir l'uniforme allemand – puisse être autre chose qu'une organisation fasciste. Un consensus a vu le jour autour de l'identité fasciste de cette organisation, plusieurs historiens, abondant largement dans le sens de la thèse de René Rémond sur d'autres objets, s'étant assez

¹ René Rémond, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1982 [1954], p. 206.

² Trad. fr., Paris, Seuil, 1999 [1973].

³ Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire, 1885-1914 : les origines françaises du fascisme*, Paris, Fayard, 2000 [1979], et *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Fayard, 2000 [1983].

⁴ Michel Winock, « Fascisme à la française ou fascisme introuvable ? », *Le Débat*, 25, mai 1983, repris in *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1990, p. 272-286; Serge Berstein, « La France des années trente allergique au fascisme », *Vingtième siècle*, 2, avr. 1984, p. 83-94, et « L'affrontement simulé des années 1930 », *Vingtième siècle*, 5, janv.-mars 1985, p. 39-55; Jacques Julliard, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, 4, juin-juill. 1984, p. 849-859.

⁵ Jean-Paul Thomas, « Les effectifs du Parti social français », *Vingtième siècle*, 62, avr.-juin 1999, p. 61-83.

significativement démarqués de lui sur ce point⁶. Sans doute l'issue de la trajectoire de Jacques Doriot n'est-elle pas totalement étrangère à l'existence de ce consensus. Certains ont écarté les interrogations qui pouvaient subsister des intentions initiales de Doriot en 1936, en considérant qu'un parti fasciste est « amené à estomper un certain nombre de points clés de sa doctrine⁷ » pour mieux accéder au pouvoir. Mais est-ce là un trait qui définit précisément les partis fascistes ? Ce consensus ne doit pas faire oublier les importantes nuances introduites dans le débat par Gilbert Allardyce, Dieter Wolf ou, plus récemment, Kevin Passmore et Philippe Burrin qui ont fait de l'anticommunisme, de la radicalisation progressive ou encore du populisme du PPF avant Vichy des éléments déterminants de son identité politique⁸. [...]

En finir avec les typologies

Si l'on ne devait conserver qu'un seul enseignement de ces débats historiographiques, ce ne serait sans doute pas tant de savoir qui, des tenants ou des détracteurs de la « thèse immunitaire », eut raison sur l'autre – même s'il ne reste aujourd'hui plus grand-chose de la « thèse immunitaire », tout particulièrement après les travaux de Zeev Sternhell et ceux de l'école canadienne⁹ – que de considérer l'utilité de l'approche classificatoire en sciences sociales de manière générale, et en histoire politique en particulier. Comme le soulignait Michel Dobry¹⁰, la plupart des contradicteurs de René Rémond ont partagé avec ce dernier le même postulat de l'existence de « familles », d'« identités » ou de « cultures » politiques foncièrement irréductibles les unes aux autres, tout particulièrement entre groupements « fascistes » et groupements « nationalistes » *mais* « républicains ». Autrement dit, entre l'affirmation et la réfutation de l'existence d'un fascisme français, il s'est agi d'opposer une typologie à une autre.

L'objet de ce livre est précisément de sortir de cette perspective. Marc Bloch et Carlo Ginzburg ont en effet montré que, si le juge et l'historien partagent le même souci d'impartialité et de vérification des faits, c'est-à-dire de recherche de la vérité et d'administration de la preuve¹¹, leur travail n'a cependant rien de commun : après avoir observé et expliqué, il incombe encore au juge de trancher et d'énoncer une parole d'autorité ; la tâche de l'historien ne va pas jusque-là. Il n'appartient pas à un historien des religions de juger quel fut « bon » catholique et quel fut hérétique : son travail se limite – du moins devrait se limiter – à retracer les définitions sociales de la croyance légitime et de la déviance religieuse, et à restituer les luttes entre les différents groupes sociaux pour la définition de la « vraie foi ». Il en va à mon sens de l'histoire politique comme de l'histoire des religions : l'enjeu et la problématique de recherche ne sont pas d'affirmer – ou d'infirmer – que tel entrepreneur politique est « authentiquement socialiste », ou « libéral », ou encore un « opportuniste sans idées ». Reprendre à des fins d'analyse les typifications mobilisées par les

⁶ Voir Pierre Milza, *Fascisme français, passé et présent*, Paris, Flammarion, 1987, p. 110 et suiv. ; Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery, 1933-1945*, Paris, Seuil, 2003 [1986].

⁷ Jean-Paul Brunet, *Jacques Doriot. Du communisme au fascisme*, Paris, Balland, 1986, p. 254.

⁸ Gilbert D. Allardyce, «The political transition of Jacques Doriot», *Journal of Contemporary History*, 1 (1), 1966, p. 56-74; Dieter Wolf, *Doriot, du communisme à la collaboration*, trad. fr., Paris, Fayard, 1969 [1967]; Kevin Passmore, «Class, gender and populism: the Parti populaire français in Lyon, 1936-1940», in Nicholas Atkin, Franck Tallet (dir.), *The Right in France, 1789-1997*, Londres, I. B. Tauris & Co Ltd, 1998, p. 187-214.

⁹ William D. Irvine, «Fascism in France and the strange case of the Croix-de-Feu», *Journal of Modern History*, 63, juin 1991, p. 271-295; Sean Kennedy, *Reconciling France against Democracy: The Croix-de-Feu and the Parti social français, 1927-1945*, Mac Gill-Queen's University Press, 2007; Samuel Kalman, *The Faisceau and the Croix-de-Feu: The Extreme Right in Interwar France*, Ashgate, Aldershot and Burlington, 2008.

¹⁰ Michel Dobry, «La thèse immunitaire face aux fascismes. Pour une critique de la logique classificatoire», *Le Mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2002, p. 17-67.

¹¹ Marc Bloch, *Apologie pour l'histoire ou Métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 156-159; Carlo Ginzburg, *Le Juge et l'Historien. Considérations en marge du procès Sofri*, trad. fr., Paris, Verdier, 1991.

agents engagés dans la compétition politique revient inmanquablement à prendre parti dans ces luttes de classement, autrement dit à faire de l'historien un juge. L'écriture de l'histoire ne peut faire abstraction des effets performatifs induits par l'acte même de classer, notamment en ce qu'il tend à *consacrer* (quand le seul fait de définir tend, explicitement ou non, à « donner raison » à un point de vue situé sur le terrain de recherche) et à *naturaliser* (lorsque les mots sociaux tels que « droite », « gauche », « fascisme », etc., ont atteint le stade de catégorie d'analyse du fait de l'amnésie des conditions sociales dans lesquelles ces mots ont pris corps). Toute démarche classificatoire se heurte au fait qu'*il n'existe pas de définition du fascisme* (français) sinon, plus prosaïquement, des luttes (politiques, académiques, etc.) pour sa définition légitime.

Il est aujourd'hui temps de sortir de l'impasse dans laquelle s'est enfermée l'historiographie du fascisme français. À cet effet, plutôt que de vainement chercher une « bonne définition » du PPF, ce livre formule l'hypothèse que cette classification ne procède pas de débats historiques abstraits, mais de luttes politiques réelles entre les différents protagonistes de la période, et que cette lutte de classement a produit des effets sur le champ des possibles des agents. Quelles sont les classifications en concurrence ? Qui parvient à imposer sa définition ? Quels effets produisent les « classeurs » sur les « classés » ? Telles sont les principales questions qui soutiendront la démarche de ce livre. En d'autres termes, il s'agit de *prendre pour objet* les différentes luttes pour la définition légitime du PPF et, donc, de considérer le fascisme non pas comme une catégorie d'analyse, mais comme un objet d'analyse. Ce renversement de problématique permettra de voir que l'itinéraire politique de Jacques Doriot, tout particulièrement à partir de juin 1934 est indissociable de son « itinéraire moral¹² », c'est-à-dire de l'ensemble des assignations identitaires dont il est progressivement affublé sinon par l'ensemble des dirigeants du champ politique, du moins par ceux du Front populaire.

Il n'est cependant pas question d'opposer aux définitions essentialistes du fascisme un pur constructivisme qui ferait d'un fasciste le seul produit d'une catégorisation. Ce serait en effet céder un peu vite aux sirènes d'un structuralisme bon marché faisant de l'individu le pur objet de son milieu. En proposant cette méthode, l'idée n'est bien évidemment pas d'infirmier ce qui a pu être écrit sur la place du chef, le culte de la personnalité, l'antisémitisme ou l'anticommunisme forcené, mais seulement de voir comment, et en fonction de quoi, les dirigeants nationaux du PPF en sont venus à se réclamer d'un label et des idées relevant au départ d'une *identité imposée* et non d'une *identité revendiquée*. [...]

Une histoire sociale du politique

En ce sens, l'objet de cet ouvrage ne sera pas de proposer une énième histoire du PPF, même si le dépouillement d'archives inédites a permis de mettre au jour des faits nouveaux et de proposer un certain nombre d'interprétations alternatives. Il s'agira plutôt de déconnecter l'histoire du PPF de celle de son chef. Il est vrai que les principales études sur le PPF ont été jusqu'ici réalisées à l'aune de la biographie de Jacques Doriot, comme si l'histoire d'un parti se réduisait au destin d'un homme. Encore particulièrement prégnante dans l'analyse du fascisme – la surreprésentation du chef dans l'analyse découlant largement du *Führerprinzip* véhiculé par les organisations elles-mêmes –, cette approche qui fait d'un seul individu aux desseins clairement établis et capable de soumettre le monde à ses volontés, le centre quasi

¹² Erving Goffman, *Stigmate. Les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975 [1963], p. 45-55.

unique des choix et des décisions, renvoie à une conception de « faire de l'histoire » dont Norbert Elias avait fait en son temps une critique dévastatrice¹³. L'histoire du PPF ne saurait être réduite à la trajectoire politique de son leader. Point de créationnisme dans la formation de ce parti, ni même de conduite maîtrisée du chef dans les changements de stratégie ou d'orientation politique, mais, plus modestement, une rencontre opportune entre différents individus dotés de ressources asymétriques et d'intérêts spécifiques en vue de fonder un parti. Un parti dont la finalité, c'est-à-dire les buts objectifs qui lui ont été assignés, fait l'objet d'une constante réévaluation au gré du contexte et des évolutions des rapports de forces notamment au sein du groupe dirigeant. Ce point est d'autant plus important à souligner que la direction du PPF d'avant-guerre était composée d'anciens communistes aux origines ouvrières et d'anciens conservateurs issus de la grande bourgeoisie ou de l'aristocratie. Cette singularité, qui amènerait presque la sociologie sur le terrain de la tératologie, implique nécessairement de s'interroger sur les modalités et les investissements individuels qui ont conduit à l'invention de la fonction de dirigeant du PPF. Pour cela, j'emprunterai à la démarche de Francine Muel-Dreyfus, qui suggère d'étudier « au plus près les *histoires sociales individuelles* qui permettent seules de reconstruire le sens social de l'investissement dans l'institution et, du même coup, d'éclairer les médiations par lesquelles les projets institutionnels prennent corps¹⁴ ». C'est à cette condition méthodologique que l'on se donne les moyens de dépasser une approche qui ne verrait dans le PPF qu'un tout unifié et homogène, dont l'action globale se déduirait des seules volontés de son chef. Car derrière l'acronyme du PPF se cachent des réalités extrêmement différentes dans l'espace, local ou national, et dans le temps – le PPF de juin 1936 n'est pas celui de 1938, ni à plus forte raison celui de 1942. En fait, par « PPF », il faut entendre le rapport de force au sein de la communauté d'intérêts¹⁵ qui s'est nouée à l'intérieur de la direction nationale et dont le résultat, nécessairement provisoire, influe sur les relations que noue le PPF avec les autres partis pour la conquête des postes électifs. Analyser le PPF à partir de ce groupe de dirigeants, c'est nuancer fortement l'idée de la toute-puissance de Doriot dans le parti; c'est mettre en perspective les différents types de ressources mobilisées dans la division du travail ; c'est, enfin, privilégier la structuration du parti par le haut, étant entendu que cette direction a revendiqué avec succès le monopole de la diffusion des produits de l'organisation (programmes, slogans, etc.) et le contrôle du personnel politique local, notamment par le biais des investitures.

Pour résumer en une phrase ce qui vient d'être dit, il faut se montrer aussi prudent à l'égard du concept de fascisme – tout particulièrement dans le cadre du débat historiographique sur le « fascisme français » – que Timothy Tackett l'a été à l'endroit de la brume philosophique qui a nimbé la Révolution française¹⁶.

Envisager sociologiquement la conversion politique

[...] On peut définir la conversion – politique ou religieuse – comme un réagencement global des manières de voir, des manières de faire et des manières d'être. La conversion est un « devenir autre¹⁷ ». Elle se caractérise par un démantèlement de l'appareil d'interprétation de la «réalité». Tout ce qui pouvait précédemment faire sens chez un agent, tout particulièrement sa

¹³ Norbert Elias, «Sociologie et histoire», avant-propos à *La Société de cour*, trad. fr., Paris, Flammarion, 1985, notamment p. XXXIV et suiv.

¹⁴ Francine Muel-Dreyfus, *Le Métier d'éducateur*, Paris, Minuit, 1983, p. 10.

¹⁵ . Au sens de *Gesellschaft* (Max Weber, *Économie et Société*, trad.fr.,Paris,Plon,1995,p.78).

¹⁶ Timothy Tackett, *Par la volonté du peuple. Comment les députés de 1789 sont devenus révolutionnaires*, trad. fr., Paris, Albin Michel, 1997.

¹⁷ Peter Berger, Thomas Luckmann, *La Construction sociale de la réalité*, trad. fr., Paris, Armand Colin, 1996, p. 214.

conscience discursive¹⁸, est profondément modifié. Mais ce n'est pas parce que la conversion opère une rupture souvent vécue sur le mode du passage de l'ombre à la lumière qu'elle procède pour autant d'une soudaine « prise de conscience ». La décision de changer de sexe, autre forme de devenir autre, apparaît rarement de façon spontanée, de la même façon que la découverte de ses propres névroses ne survient qu'au terme d'une psychanalyse de plusieurs années. La conversion s'inscrit dans une temporalité relativement longue.

Une conversion est bien évidemment vécue subjectivement comme une transformation de l'intimité engageant peu ou prou la totalité du rapport au monde. Cela ne veut pas dire qu'elle s'explique à l'aune d'une philosophie du sujet. Une conversion n'est fondamentalement possible qu'en raison de l'action exercée par une structure sociale qui la facilite, l'accrédite et la renforce: c'est au sein de l'éclésiologie qu'une conversion religieuse se réalise et, plus encore, qu'elle prend tout son sens. C'est la raison pour laquelle il importe de se focaliser moins sur les confessions des convertis (« j'étais aveugle... », « j'étais névrosé... », « je n'avais pas compris... ») que sur les structures sociales qui rendent possible la conversion. En d'autres termes, il ne paraît pas très sérieux de saisir le retournement politique de Doriot en postulant un cheminement intérieur qui l'aurait idéologiquement conduit d'un totalitarisme à un autre. Comment peut-on rationnellement envisager par l'idéologie le passage de l'antifascisme du Komintern à l'apologie du régime national-socialiste allemand ?

Cet engagement et, partant, le désengagement, s'entrevoient – et ce sera l'autre hypothèse centrale du livre – à l'aune de la *vocation communiste*, c'est-à-dire le produit des ajustements entre une histoire sociale personnelle et les formes d'intégration au Parti qui façonnent chez l'impétrant autant le rapport au monde communiste que le rapport communiste au monde¹⁹. Appréhender la conversion des anciens communistes dans la relation étroite de la vocation communiste revient donc à l'envisager comme le produit d'une inversion des affects, du retournement des investissements contre un objet choisi dont on s'est départi pour avoir trop été dédaigné ou délaissé par lui. En politique, il n'y a point d'*agapè* : la relation s'appuie structurellement sur le don et le contre-don, symbolique mais aussi matériel. En cela, on peut voir la conversion comme le produit de dons ignorés, à tout le moins de contre-dons étiques, de stimuli sans réponse, d'investissements à fonds perdu. Mais pour ce faire, encore faut-il qu'il y ait *totalité*. Il faut en effet avoir vécu un événement sur le mode du déchirement personnel pour qu'un changement radical ait quelques probabilités d'advenir.

Soulignons en contrepoint qu'on ne saurait réduire la conversion politique de Doriot à sa seule animosité à l'égard du Parti communiste : la libido, et les investissements inversés de cette libido qui s'ensuivent, ne s'exprime véritablement que dans le cadre de structures sociales – en l'espèce, le champ politique, mais aussi le PPF en tant qu'*entre-soi* organisationnel – qui permettent à cette libido contre-investie de se (re)déployer. C'est donc par l'étude des relations au champ politique que se comprend l'évolution politique radicale de ces anciens communistes. [...]

¹⁸ Voir Antony Giddens, *La Constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration*, trad. fr., Paris, PUF, 1987.

¹⁹ Voir Bernard Pudal, « La vocation communiste et ses récits », in Jacques Lagroye (dir.), *La Politisation*, Paris, Belin, 2003, p. 147-161, et, de façon générale, les travaux de cet auteur sur l'engagement communiste.